

Gauche bretonne, la fin d'un cycle ?

Le Grand Ouest est un fief du PS depuis 40 ans. Les élections municipales de 2014 seront l'occasion de tester la solidité de son implantation.

politique

Le dîner a lieu toutes les six semaines, le mardi soir, à l'hôtel de Brienne. C'est ici, au ministère de la Défense, que Jean-Yves Le Drian reçoit les élus bretons. Ils n'ont jamais été aussi nombreux à l'Assemblée, avec 21 députés, dont le président de la commission des lois, Jean-Jacques Urvoas. Ils pourraient même, comme le règlement du Palais-Bourbon le permet, constituer un groupe politique à part entière !

Au gouvernement aussi, ils n'ont jamais été aussi bien représentés avec Marylise Lebranchu, Benoît Hamon, Stéphane Le Foll et, bien sûr, Jean-Marc Ayrault, formé au Mouvement rural de la jeunesse chrétienne et ancien maire de Nantes – ville « bretonne » historique. À l'Élysée, c'est le discret, mais influent, Bernard Poignant, maire de Quimper, qui occupe un jour par semaine un bureau sous les toits. « *Mon pigeonier* », sourit-il en nous ouvrant la porte.

Aux agapes de Jean-Yves Le Drian, on ne trouve nul représentant de la « gauche caviar », mais bien ceux de la « gauche *kig ha farz* », du nom d'une spécialité régionale proche du pot-au-feu. Mais les recettes de galettes à l'andouille ne sont pas franchement à l'ordre du jour. À l'hôtel de Brienne, les Bretons reçoivent un invité, sorte de « grand témoin » – récemment Jean-Pierre Jouyet, président de la Banque publique d'investissement, ou encore Louis Gallois, auteur du rapport sur la compétitivité. Surtout, ils évoquent les intérêts de la péninsule armoricaine et la manière de les faire valoir auprès de l'exécutif. « *Nos électeurs doivent comprendre que l'on défend les intérêts de la Bretagne, qu'il y a, pour eux, un retour sur investissement*, assume Jean-Jacques Urvoas. *On est nombreux, donc on joue le rapport de force. C'est ça, le Breizh power !* » En mars dernier, l'écotaxe a été un vrai sujet de lobbying. Les parlementaires se sont plaints du nouveau barème visant les poids lourds, risquant de pénaliser leur région, compte tenu de sa « périphicité ». Ils ont obtenu une modulation à 50 %. Belle performance.

Autre sujet récurrent : la promotion des langues régionales. « *Je ne vois pas pourquoi l'État s'obstine à empêcher le développement du breton* », s'exaspère Urvoas. Lui souhaite que les livrets de famille soient imprimés en deux langues. Gwendal Rouillard, jeune député du Morbihan, exprime les choses avec humour : « *Dans ces dîners chez Jean-Yves Le Drian, on croque du jacobin !* » Manière de dire que le sujet « décentralisation » reste primordial pour eux. « *On a conscience que l'on ne peut pas rester en marge* », appuie Nathalie Appéré, députée de Rennes.

Le ministre des Armées ? Tous l'appellent le « patron ». Mais n'allez surtout pas dire de Jean-Yves Le Drian qu'il est le « parrain » de la gauche bretonne. « *Ici, ce n'est pas la gauche des Bouches-du-Rhône !* », ose l'un de ces élus. Ce n'est pas non plus celle des bassins miniers. « *Je fais partie d'une équipe qui a fait basculer la Bretagne*, raconte Jean-Yves Le Drian, proche de François Hollande, qui a gagné le conseil régional en 2004 et en 2010. *Ici, nous avons réalisé la synthèse entre socialisme historique et gauche chrétienne.* »

« NOS ÉLECTEURS DOIVENT COMPRENDRE QUE L'ON DÉFEND LES INTÉRÊTS DE LA BRETAGNE, QU'IL Y A, POUR EUX, UN RETOUR SUR INVESTISSEMENT » J.-J. URVOAS

Longtemps considérée comme une terre catholique conservatrice, marquée à droite, la Bretagne a basculé à gauche en quelques décennies, au point d'en devenir un fief électoral majeur. En 1981, François Mitterrand y avait obtenu 51,7 % des voix. En mai 2012, François Hollande a fait un score quasi identique avec 51,6 %, avec une pointe à 58,9 % dans le Finistère. C'est à Lorient que, symboliquement, François Hollande a lancé sa campagne du deuxième tour à la présidentielle. C'était déjà sur cette terre qu'il réunissait ses amis bretons, en juin 2009, quand les sondages le créditaient de 3 % d'intentions



À LORIENT, le 23 avril 2012, François Hollande lançait symboliquement le second tour de la présidentielle.

BRUNO FERREL / PANORAMIC

de vote. C'est ici aussi que se rassemblaient les « clubs témoins », soutiens de Jacques Delors dans les années 1990, auxquels participaient Hollande, Le Drian, Poignant...

Plusieurs phénomènes expliquent ce glissement péninsulaire vers la gauche. Après la Seconde Guerre mondiale, l'urbanisation et le développement du salariat ont contribué à changer les comportements électoraux. La fin progressive de la peur du communisme, élément fédérateur de la droite bretonne jusqu'au début des années 1970, a attiré des électeurs vers une gauche sociale, démocrate et ouverte. Enfin, le concile Vatican II, le rapport Matagrin en 1972, qui légitime la liberté de vote pour les catholiques, permettent aux croyants de se tourner vers les tenants d'une gauche formée aux Jeunesses ouvrière, agricole ou étudiante catholiques (Joc, Jac et Jec), très présentes à l'université de Rennes. Il ne faut pas sous-estimer non plus l'importance des grandes

grèves mobilisatrices, comme celle du Joint français à Saint-Brieuc, en 1972, mouvements accompagnés par la gauche syndicale et politique.

De surcroît, à partir des années 1970, le PS prend en charge des sujets qui résonnent aux oreilles des Bretons : la décentralisation, les préoccupations maritimes, la question des langues et cultures régionales... « *Dans ces années-là, le PS a la capacité de s'ouvrir aux milieux catholiques sous la forme d'un humanisme. Les catholiques progressistes se décrochent du bloc conservateur* », analyse l'historien François Prigent.

En 1977, 57 villes basculent à gauche. Francis Le Blé arrache notamment Brest à la droite. Responsable CFDT, membre du PS, il est aussi un catholique notoire. Une flopée d'élus bretons débarquent au Palais-Bourbon en 1981, à la faveur de la vague rose. Ils manœuvrent alors pour être regroupés au quatrième étage du 101 rue de l'Université, où le député Jean Peuziat (dit « Jean Peuz »), ouvrier plâtrier de

La Bretagne catholique a basculé à gauche entre la Libération et les années 1970. L'historien François Prigent nous explique comment.

Le socialisme breton : une synthèse entre Révolution, République et religion

François Prigent est historien. Il est l'auteur des *Réseaux socialistes en Bretagne au XX^e siècle*, à paraître aux Presses universitaires de Rennes en 2014.

LA VIE. Quelles sont les origines historiques du socialisme breton ?

FRANÇOIS PRIGENT. La singularité du socialisme breton repose sur trois cycles d'implantation. De la fin du XIX^e siècle aux années 1930, le socialisme est présent dans les grandes villes et les ports industriels du littoral. Du Front populaire à 1968, la SFIO tisse un réseau d'élus locaux sur la base d'un socialisme laïque et rural, encadré par les instituteurs et les petits paysans, dont Tanguy-Prigent, figure de la Résistance et ministre de l'Agriculture sous de Gaulle, est l'un des symboles. Enfin, à partir de 1968, on assiste à un basculement des exécutifs locaux, à la métropolisation du socialisme breton, avec la conquête des grandes villes en 1977, jusqu'en 2004, quand le PS

arrache les conseils régionaux de Bretagne et des Pays de la Loire, les conseils généraux d'Ille-et-Vilaine et de Loire-Atlantique.



Le socialisme breton fait-il la synthèse entre Révolution, République et religion ?

F.P. Oui. C'est l'originalité du socialisme breton, qui conserve ses foyers industriels, un socialisme laïque et rural et un socialisme lié aux chrétiens. Ces derniers basculent à gauche entre la Libération et les années 1970. Les catholiques progressistes sont dans une série de ruptures avec l'Église. La guerre d'Algérie est un moment de crise de conscience religieuse et de prise de conscience politique. Dans le sillage de Vatican II, une génération militante, venue de l'action catholique ouvrière, des Jec, Jac et Joc, conflue au PS. En Bretagne, le PSU fait la passerelle entre la gauche traditionnelle, laïque, et les réseaux militants catholiques.

Le mariage pour tous a-t-il remobilisé un catholicisme « zombie » qui pourrait faire perdre au PS sa dynamique historique ?

F.P. Il y a deux phénomènes séparés. La mobilisation de la Manif pour tous correspond à un milieu traditionnel conservateur, à un électorat de droite réactionnaire qui n'est pas nouveau en Bretagne. Mais les milieux catholiques progressistes, héritiers du MRP, du catholicisme social et des valeurs humanistes du personnalisme par exemple, ne se reconnaissent pas dans les orientations politiques exprimées lors de la Manif pour tous. ♡

INTERVIEW O.E.

« Dans le sillage de Vatican II, une génération militante, venue de l'action catholique conflue au PS »

Ils forment la jeune garde des élus bretons

Johanna Rolland
Tête de liste aux municipales à Nantes, cette mère de famille de 34 ans se place dans l'héritage de Jean-Marc Ayrault. Issue d'une mère chrétienne, croyante, et d'un père anticlérical, elle se dit mue par les valeurs propres au christianisme social : égalité, justice, respect de l'autre.

Nathalie Appéré
La députée de Rennes, tête de liste aux municipales, 37 ans, est une ancienne scoute. Ses parents, abonnés à *La Vie*, lui ont appris, dit-elle, « le sens de la tolérance et l'impératif de solidarité ». Elle reste quant à elle une lectrice de la revue *Esprit*.

Michaël Quernez
Issu de grands-parents catholiques et de parents communistes, ce quadragénaire est le gardien du Breis (Bureau régional d'études et d'informations socialiste), qui structure le PS en Bretagne. Il devrait prendre la tête de liste à Quimperlé.

Gwendal Rouillard ♡
« J'ai grandi dans un milieu très catholique, admet le député du Morbihan, 37 ans. Si je suis désormais athée, la culture demeure et influence ma pratique politique. » Proche de Jean-Yves Le Drian, il est issu d'une famille militante associative.



→ Douarnenez, chrétien issu de la Joc, joue de la clarinette entre deux séances. Le *Breizh spirit* commence alors à souffler puissamment sous les ors de la République !

Cette identité singulière se traduit dans la manière de faire de la politique. « *Ouverture, tolérance, réseaux et Europe*, résume Gwendal Rouillard. Notre pratique du pouvoir est celle du compromis. » La laïcité ? « *Les laïcards sont marginaux en Bretagne* », confirme-t-il. Une partie des élus se revendiquent sans ambages de culture catholique. Josselin, Le Drian, Poignant, Urvoas sont des anciens des institutions catholiques. « *La Bretagne n'est pas catholique au sens de la pratique et des vocations sacerdotales, mais profondément marquée par l'histoire religieuse de la région et les valeurs de tolérance diffusées dans les milieux catholiques* », soutient Bernard Poignant. L'apaisement de la guerre scolaire, à la fin des années 1980, a fini de parfaire la synthèse entre socialisme démocratique, christianisme social et République laïque.

« *Chez ces élus bretons – qui, pour certains, continuent de pratiquer –, il y a l'idée qu'écouter l'Église, ce n'est pas incongru*, affirme Goulven Boudic, politologue à l'université de Nantes. *Les questions "sociétales" ? Ils veulent les traiter avec prudence. Les élus bretons, Jean-Marc Ayrault inclus, ont fixé la ligne sur le mariage pour tous : pas de PMA, pas de GPA.* » S'ils ont voté le mariage pour tous sans barguigner, certains ont fait entendre leur petite



JEAN YVES LE DRIAN, ministre de la Défense et « patron » des élus bretons.

« ON A CONSTATÉ UNE PERCÉE DU FN AUX DERNIÈRES LÉGISLATIVES QUI NE S'ÉTAIT JAMAIS VUE DANS L'OUEST. » D. BUSSEREAU

musique. Le maire de Quimper, Bernard Poignant, n'a pas hésité à dire publiquement ses doutes sur l'adoption par des couples homosexuels.

Toutefois, à l'approche des élections municipales, cette gauche bretonne pourrait bien être menacée. On évoque le réveil d'un catholicisme « zombie », selon l'expression de l'historien et anthropologue Emmanuel Todd, dans *le Mystère français* (Seuil). Les mobilisations autour du mariage pour tous pourraient jouer ici un rôle. « *J'ai constaté des interrogations, voire des troubles, dans notre électorat* », admet Bernard Poignant. Certes. Mais dans quelle mesure la droite locale, plutôt mal structurée, est-elle capable de capter les sympathisants de la Manif pour tous ? « *À terme, il y a un risque de réalignment électoral à droite* », prévient Gaël Brustier, auteur de *La guerre culturelle aura bien lieu...* (Mille et Une Nuits). Si le

PS perdait des villes, voire s'effondrait à l'ouest, une dynamique historique serait alors remise en cause.

Dominique Bussereau, délégué général aux élections à l'UMP, pointe surtout la montée du FN dans des zones périurbaines, délaissées, de la Bretagne, le

désarroi d'électeurs déçus, exclus du tissu associatif local : « *On a constaté une percée du FN aux dernières législatives qui ne s'était jamais vue dans l'Ouest jusqu'à présent.* » Par ailleurs, les élections intermédiaires sont toujours compliquées pour un parti de gouvernement en pleine crise économique. Enfin, selon Bussereau, « *il ne faut pas négliger l'usure du pouvoir des édiles locaux* ». Erwan Balanant, élu du Modem à Quimperlé, va plus loin : « *La nouvelle génération du PS fonctionne comme des héritiers. La politique est devenue leur gagne-pain. Ils sont inscrits dans des parcours partisans, déconnectés du monde réel.* »

Depuis l'hôtel de Brienne, Jean-Yves Le Drian garde un œil attentif sur ses jeunes pousses. « *Il faut veiller à ce que nos héritiers gardent l'esprit de conquête, un enracinement et une proximité dans la façon de faire de la politique.* » En d'autres termes : rien n'est gagné. ♡

OLIVIA ELKAIM